Faut-il voter pour Jacques Cheminade (Solidarité et Progrès) ?

Le 13-04-2017

Télécharger ou imprimer au format PDF

Par le Parti de la démondialisation (Pardem)

Le 13 avril 2017.

Le candidat du Parti de la démondialisation à l'élection présidentielle, Jacques Nikonoff, n'a malheureusement pas obtenu les 500 parrainages requis. Censuré dans les grands médias, comme d'autres candidats, il n'a pas pu faire connaître son programme et ses idées aux Français. Il n'y a donc aucune raison pour que le Pardem appelle à voter pour un autre candidat au premier tour le 23 avril. En effet, si le Pardem a tenté d'obtenir les parrainages pour son candidat, c'est bien parce qu'il estime que l'offre politique n'est pas à la hauteur, et que son projet de démondialisation est un apport absolument décisif. Doit-il appeler à voter pour un autre candidat au premier tour de la présidentielle, le 23 avril ? Oui si ce vote fait avancer la cause de la démondialisation, c'est-à-dire un affaiblissement de l'ordre néolibéral mondial pour résoudre les problèmes des Français, et d'abord celui du chômage. Non dans le cas inverse.

Le Pardem s'est expliqué en détail sur ce sujet dans un texte diffusé le 27 mars 2017 et intitulé « *Pour qui voter le 23 avril 2017 ?* » :

http://www.pardem.org/presidentielle-2017/647-pour-qui-voter-le-23-avril-2017

Le débat télévisé du 4 avril sur les chaînes BFMTV et CNews, avec les onze candidats du premier tour de la présidentielle, aura été relativement bien réussi et très utile. Nous en avons tiré une analyse dans un texte diffusé le 6 avril et intitulé « *Après le débat du 4 avril pour qui voter ?* » :

http://www.pardem.org/presidentielle-2017/654-apres-le-debat-du-4-avril-pour-qui-voter

- Nous ne pouvons évidemment pas appeler à voter pour Messieurs Hamon ou Fillon, représentants des partis duettistes de l'alternance. Ils se repassent le pouvoir depuis des décennies pour faire à peu près les mêmes politiques catastrophiques. Avec une mention spéciale pour Monsieur Fillon, un escroc qui aurait dû se retirer.

- Ne parlons pas de Monsieur Macron, créature purement médiatique fabriquée et vendue par les milieux de la haute finance grâce aux grands médias dont ils sont les propriétaires. C'est un mélange de François Hollande et d'Alain Juppé.

- Nous n'incluons évidemment pas Madame Le Pen dans nos hypothèses d'appel à voter, bien qu'elle évoque la sortie de l'euro et de l'UE. Son comportement nous est en effet insupportable, car le FN alimente le racisme, divise les Français, affaiblit leurs résistances face aux classes dirigeantes mondialisatrices. Quant à sa volonté de sortir de l'euro et de l'UE nous avons montré, à de multiples reprises, que ce n'était qu'un rideau de fumée.

- Nous n'incluons pas les candidats d'extrême gauche Monsieur Poutou (NPA) et Madame Arthaud (LO) qui, traditionnellement, sont contre la sortie de l'euro et de l'UE, contre des mesures protectionnistes, contre la souveraineté nationale… Ils l'ont réaffirmé lors du débat télévisé du 4 avril.

- Enfin nous ne pouvons pas appeler à voter pour Monsieur Lasalle, malgré toute la sympathie qu'il inspire, car son projet n'envisage à aucun moment la reconquête de sa souveraineté par notre pays.

Les seuls candidats pour lesquels nous pourrions éventuellement appeler à voter le 23 avril sont Messieurs Asselineau, Cheminade, Dupont-Aignan et Mélenchon. Ils manifestent, chacun à leur manière, des intentions de reconquête de notre souveraineté, certains affirment vouloir sortir de l'euro et/ou de l'Union européenne, ou de l'OTAN. Nous avons donc analysé en profondeur la démarche et les programmes de ces quatre candidats pour vérifier qu'ils ont bien pris la dimension des problèmes et de ce qu'il faut faire, qu'ils ciblent bien le principal pour gagner, que voter pour eux serait faire un pas vers la démondialisation. Nous avons rédigé une analyse complète pour chacun d'eux :

- Faut-il voter pour François Asselineau le 23 avril ?
- Faut-il voter pour Nicolas Dupont-Aignan le 23 avril ?
- Faut-il voter pour Jean-Luc Mélenchon le 23 avril ?

Pour décider si le Pardem pouvait appeler à voter pour Monsieur Cheminade, comme nous l'avons fait pour Messieurs Asselineau, Dupont-Aignan et Mélenchon (nous avons éliminé d'office tous les autres candidats car ils acceptent l'OTAN, ou l'euro, ou l'Union européenne, ou les trois à la fois), puis nous avons étudié son programme. Après une analyse approfondie de ces documents, nous arrivons à la conclusion que nous ne pouvons pas voter pour Jacques Cheminade à l'élection présidentielle, ni pour les candidats de Solidarité et Progrès aux élections législatives.

Résumé

Jacques Cheminade, comme ses collègues Asselineau, Dupont-Aignan et Mélenchon, développe dans de très nombreux domaines une série de mesures intéressantes.

Mais comme ses collègues, il ne prend pas la mesure des défis auxquels la planète est confrontée. Il s'agit, pour nous, de la mondialisation néolibérale, système mis en place par les classes dominantes pour assurer la pérennité de leur domination à partir de trois piliers : des institutions supranationales pour verrouiller les politiques néolibérales, le libre-échange, la globalisation financière. Pour résoudre les problèmes sociaux et environnementaux, il faut démondialiser, autrement dit sortir unilatéralement, à l'échelle nationale, des trois piliers sur lesquels repose la mondialisation.

Jacques Cheminade n'analyse pas la crise mondiale comme le résultat du système de domination des classes dirigeantes mais comme les méfaits de la finance. À aucun moment, d'ailleurs, il ne donne d'explications sur l'évolution du monde et les raisons de cette crise planétaire qui dure depuis des décennies. Pour lui toutes les responsabilités reposent sur la finance sans qu'il n'en n'explique les mécanismes. Comme si ce rôle qu'il attribue à la finance n'avait pas de causes. Dès lors les propositions qu'il formule ne permettront pas de résoudre les problèmes.

Il se prononce pour la souveraineté de notre pays, veut que la France quitte l'OTAN, mais n'est pas tout à fait clair sur la sortie de l'euro et de l'Union européenne. Certes, il affirme à juste titre que « *L'euro est le relais régional de la dictature financière mondiale. Il n'est pas réformable car il est l'expression de la domination impériale des marchés financiers sur les politiques économiques et les souverainetés politiques des États.* » Et puis, malheureusement, il tombe comme d'autre dans le mirage de la « *monnaie commune* » à la place de la monnaie unique qu'est l'euro. Si on ajoute qu'il ne veut pas sortir du FMI et de la Banque mondiale, il ne se donne pas les moyens pour que notre pays retrouve sa souveraineté.

Par exemple, la réponse principale de Jacques Cheminade à la globalisation financière est d' « *exiger* » un illusoire « *nouveau Bretton Woods* ». Concernant le libre-échange, il ne veut pas de protectionnisme « *suicidaire* ». Enfin, ses propositions pour l'emploi sont généreuses mais ne peuvent aboutir notamment du fait de sa crainte de mesures protectionnistes.

Analyse complète

I.- La crise mondiale n’est pas analysée comme le résultat du système de domination des classes dirigeantes mais comme les méfaits de la finance

Nous ne partageons ni l’analyse, ni les éléments stratégiques du projet de Jacques Cheminade. Pour lui en effet « *Sortir de l’économie casino et arrêter la dégradation de notre vie publique sont les deux premières conditions nécessaires à la refondation de nos repères.* » Il ajoute « *Mon projet est de faire de la France l’un des moteurs de cette refondation, qui doit reposer sur trois piliers : assainissement par la séparation bancaire ; décollage par le crédit productif public émis par une banque nationale ; planification participative porteuse de grands projets et Nouveau Bretton Woods pour mettre en œuvre un ordre monétaire international fondé sur le développement mutuel et éviter un désordre géopolitique suicidaire*. »

À aucun moment il ne donne d’explications sur l’évolution du monde et les raisons de cette crise planétaire qui dure depuis des décennies. Pour lui toutes les responsabilités reposent sur la finance sans qu’il n’en n’explique les mécanismes. Comme si ce rôle qu’il attribue à la finance n’avait pas de causes. Pour nous la cause de la dégradation de la situation des populations, au Nord comme au Sud, et de la dégradation de l’environnement, est liée à la mondialisation néolibérale. Celle-ci est le résultat d’une violente réaction des classes dominantes, qui a mûri tout au long des années 1960, afin de redresser un rapport de forces qui lui échappait de plus en plus. Elles étaient en effet confrontées à trois phénomènes convergents qui réduisaient leur sphère d’influence (et leurs profits) : la décolonisation, l’existence du camp « *socialiste* », les luttes syndicales et sociales dans tous les pays développés.

La réaction des classes dominantes a consisté à mettre en place une nouvelle doctrine politico-économique, appelée le néolibéralisme, en remplacement du keynésianisme qui prévalait depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le point central a été le développement du caractère supranational d’institutions comme l’OTAN, le FMI, la Banque mondiale, l’Union européenne. En privant les États de domaines décisifs de leur souveraineté, comme les politiques monétaire, budgétaire, de défense, les classes dominantes interdisaient toute possibilité de changements des orientations économiques et sociales qui ne pouvaient désormais que respecter les canons du néolibéralisme.

C’est pourquoi les « *trois piliers* » qui lui paraissent prioritaires : « *assainissement par la séparation bancaire ; décollage par le crédit productif public émis par une banque nationale ; planification participative porteuse de grands projets et Nouveau Bretton Woods pour mettre en œuvre un ordre monétaire international fondé sur le développement mutuel et éviter un désordre géopolitique suicidaire* » sont parfaitement illusoires. Pour une raison principale : tout ceci n’est envisagé qu’à l’échelle internationale, précisément là où les classes dominantes exercent un pouvoir absolu. Comment pourraient-elles défaire ce qu’elles ont eu tant de difficultés à construire ?

Certes il veut quitter l’OTAN et c’est une très bonne chose. Il veut également « *Recentrer tous nos efforts sur la défense du territoire national, de ses dépendances au niveau international et des pays avec qui nous aurons signé des accords de coopération et de sécurité* ». Mais les engagements qu’il annonce à l’échelle nationale ne sont pas à la mesure de ce qu’il convient pour inverser la tendance.

II.- La réponse principale de Jacques Cheminade à la globalisation financière est d' « *exiger* » un illusoire « *nouveau Bretton Woods* »

Il est intéressant de noter que Jacques Cheminade utilise le terme « *démondialisation* » puisqu'il parle d' « *Une révolution pour la démondialisation financière, la libération de l'économie productive et la justice sociale* ». Malheureusement, pour lui, la démondialisation ne s'applique qu'à la finance. Plus fâcheux, elle ne peut procéder que d'une volonté internationale ou européenne :

« *Mettre en place, à cette échelle européenne et internationale, des mécanismes publics coordonnés de financement à long terme et faible taux d'intérêt, en vue de l'exécution de ces grands travaux, impliquant l'abandon du système monétariste aujourd'hui en vigueur*. » On ne voit pas du tout, dans le contexte international et européen actuel, comment une telle décision pourrait être prise, comme celle qui consisterait à « *Annuler la dette des États pour sa part illégitime, étrangère à toute création de valeur économique réelle*. »

C'est à l'échelle nationale que les décisions majeures doivent être prises, c'est à l'échelle nationale que l'on peut démanteler les marchés financiers et se débrancher des marchés de capitaux mondiaux.

Contre la globalisation financière, Jacques Cheminade propose à l'échelle nationale la sortie de l'euro qui sera un facteur positif. Il propose aussi la « *Création d'un ministère délégué au Plan, rattaché au Premier ministre...* » L'arbitrage entre la reprise en mains de la Banque de France et la création d'une Banque nationale est un point *a priori* technique qui demanderait davantage de précisions de la part de Jacques Cheminade pour se faire une opinion. En revanche la création d'un « *ministère délégué au Plan, rattaché au Premier ministre* » est une excellente initiative que nous proposons également.

III.- Jacques Cheminade n'est pas totalement clair sur la sortie de l'euro et de l'Union européenne

Pour Jacques Cheminade, « *L'euro est le relais régional de la dictature financière mondiale. Il n'est pas réformable car il est l'expression de la domination impériale des marchés financiers sur les politiques économiques et les souverainetés politiques des États*. » Nous applaudissons !

Ensuite il s'interroge : « *Il faut en sortir en évaluant si ce retour à notre monnaie nationale doit se faire par surprise, au cours d'une fin de semaine, en fermant les banques et les marchés financiers, ou par négociation, en s'accordant au préalable avec nos partenaires sur la mise en place d'une monnaie commune. De toute façon, cette transition, qui ne pose aucun problème technique majeur, doit être la plus courte possible*. »

Et puis, malheureusement, il tombe comme d'autre dans le mirage de la « *monnaie commune* » à la place de la monnaie unique qu'est l'euro. Voilà ce qu'il dit : « *La seconde solution est économiquement préférable. On reviendrait entre pays membres économiquement compatibles à un système de monnaies nationales, disposant chacune de l'ensemble de leurs prérogatives dans chacun des États, avec une monnaie commune à l'extérieur qui serait protectrice. La convertibilité des monnaies nationales entre elles ou avec l'extérieur s'effectuerait par le seul truchement d'une institution financière européenne qui ne serait plus supranationale mais composée par l'association des banques nationales des pays membres. Cela empêcherait les crises spéculatives, comme celle du Serpent monétaire européen, car il n'y aurait plus de marchés des changes intra-européens et les fluctuations des changes externes seraient amorties par la monnaie commune. Les exceptionnelles mais nécessaires révisions des parités intra-européennes pourraient ainsi être réalisées dans le calme, par des processus de négociations politiques.* » encore une fois une monnaie commune est une perspective que nous envisageons également. Mais nous ne la mettons pas au premier rang de nos propositions car elle n'a pas de soutien, actuellement, parmi les gouvernements des pays membres de l'Union européenne.

Tout n'est cependant pas perdu car Jacques Cheminade fait preuve de réalisme politique : « *Cependant, c'est sans doute la première solution qui s'imposera, car je crains que politiquement et dans la situation financière que l'on a laissé se créer, il ne soit déjà trop tard pour la seconde*. »

Réalisme politique qui est confirmé sur la manière concrète de sortir : « *Comment en sortir ? se demandera-t-on alors. Pour cela, certains invoquent les règles mêmes du Traité dont ils prétendent sortir, en son article 50. En ce sens, je suis plus souverainiste qu'eux, en tant que patriote et citoyen du monde. Je pense comme Pierre-Mendès France, qui, dès 1957, mettait en garde contre l'orientation anti-démocratique du Traité de Rome. Et je ferai comme le conseillait le général de Gaulle, à qui Alain Peyrefitte faisait remarquer que le traité de Rome n'avait rien prévu pour que l'un de ses membres le quitte : ''C'est de la rigolade ! Vous avez déjà vu un grand pays s'engager à rester couillonné, sous prétexte qu'un traité n'a rien prévu pour le cas où il serait couillonné ? Non. Quand on est couillonné, on dit : je suis couillonné. Eh bien voilà, je fous le camp !'' Sauf que cette fois, notre rupture n'est plus seulement dans notre intérêt national, elle est aussi dans l'intérêt de ce que nous pourrons faire pour l'avantage d'autrui dans le monde*. » Nous applaudissons là encore à ces propos.

Concernant l'Union européenne, la position de Jacques Cheminade nous va bien : « *rebâtir une vraie Europe entre nations souveraines, fondée sur de grands projets conçus et mis en place en commun. Non pas de manière isolée, ce qui serait impossible, mais en entente et en coopération avec les pays membres des BRICS, tout en incitant les États-Unis à se joindre à ce nouvel ordre mondial que nous devons construire dans l'intérêt commun de l'humanité*. » Cela nous va bien dans un monde imaginaire. Car dans le monde réel, le rapport des forces international ne permet pas d'envisager une telle perspective. Les États-Unis, en effet, n'ont pas abandonné le projet d'être les maîtres du monde et de revenir à l'unipolarité.

IV.- Jacques Cheminade ne veut pas de protectionnisme « *suicidaire* »

Jusqu'à présent nous avons pu constater que Jacques Cheminade ne proposait de scier qu'une

partie du premier pilier sur lequel repose la mondialisation néolibérale : les institutions supranationales : l'OTAN ainsi que l'euro et l'Union européenne. Mais il ne propose pas de scier le deuxième pilier, la globalisation financière, en quittant la Banque mondiale et le FMI, et surtout en débranchant la France des marchés mondiaux de capitaux. Quid du troisième pilier, la sortie du libre-échange et la mise en place de mesures protectionnistes ?

Nous sommes restés sur notre faim et n'avons rien trouvé d'autre que cette phrase, particulièrement floue : « *Je propose un projet cohérent qui rompe avec une règle du jeu qui, depuis plus de trente ans, laisse partir nos industries. Sans libre-échangisme ni repli national suicidaire.* » Nous en concluons que Jacques Cheminade ne veut pas prendre de mesures protectionnistes, ce qui rend impossible à réaliser tout projet social et économique ambitieux, rompant avec trente ans de néolibéralisme.

V.- Des propositions pour l'emploi généreuses mais ne pouvant pas aboutir

Nous avons été particulièrement attentifs à l'objectif proposé par Jacques Cheminade qui affirme : « *Il s'agit d'assurer à chacun un emploi, un toit, l'accès aux soins et une retraite digne après une vie consacrée au travail*. » Cela ressemble à notre propre objectif de suppression du chômage et de la précarité. D'autant qu'il développe des « *Pistes pour créer cinq millions d'emplois en cinq ans*. » Une analyse précise et complète s'imposait donc pour vérifier si les moyens étaient à la hauteur des objectifs proclamés.

Le projet de Jacques Cheminade diffère de celui du Pardem dans le sens, d'abord, où l'objectif n'est pas le même. Jacques Cheminade veut créer 5 millions d'emplois, alors que nous voulons créer les conditions politiques, juridiques, économiques, financières pour faire disparaître complètement non seulement le chômage mais aussi la précarité. Néanmoins des articulations sont possibles. Il veut dégager, grâce à la Banque nationale qu'il veut créer, 100 milliards d'euros d'investissements publics : « *Par un investissement public de 100 milliards d'euros par an, il s'agit de créer un million d'emplois directs chaque année, chaque emploi public créant, en fonction de la qualification croissante, de un à 20 emplois supplémentaires dans le privé par effet d'entraînement, le tout animant une dynamique d'ensemble. Un employé de la poste fait travailler une à deux personnes dans d'autres secteurs, un scientifique de l'ESA en fait travailler 10 fois plus, et sur une durée plus longue*. »

C'est ce point qu'il convient de discuter, car son système nous paraît insuffisamment efficace :

- Il crée moins d'emplois que le droit opposable à l'emploi. Avec 100 milliards d'euros on

finance 2,5 millions d'emplois (le coût chargé d'un emploi, dans nos calculs = 40 000 euros par an) et non simplement 1 million.

- Le partage de la valeur ajoutée entre travail et capital n'est pas rééquilibré. Le financement du droit opposable à l'emploi que nous proposons s'opère à partir de la fiscalité qui permet de revenir à l'équilibre de 1982, soit une récupération d'environ 10% du PIB, soit 200 milliards d'euros pour ne payer que des salaires et rien d'autre. Tandis que le projet de Jacques Cheminade consiste à financer des investissements publics par création monétaire, la création d'emplois n'étant pas le but mais la conséquence. Le partage de la valeur ajoutée n'est alors pas affecté.

- La création d'un million d'emplois directs chaque année n'est pas démontrée. Nous avons un doute, nous ne voyons pas comment arriver à un tel chiffre simplement par de l'investissement.

- Le multiplicateur (keynésien) utilisé (1 pour 20) ne nous paraît pas réaliste. Il faudrait connaître les calculs pour en juger.

- Le schéma de Jacques Cheminade est une relance keynésienne classique qui ne peut connaître le succès qu'en prenant des mesures protectionnistes auxquelles il se refuse. Il faut se rappeler l'expérience de la « *relance* » de 1981-1982 organisée par François Mitterrand quand il est arrivé à la présidence de la République. Les mesures prises à l'époque, qui ressemblent à celles que propose Jacques Cheminade, ont abouti à un énorme déficit commercial. Le patronat a refusé d'investir, les emplois dans le secteur privé n'ont pas suivi, et le surcroît de pouvoir d'achat des ménages a servi à acheter des produits étrangers. Résultat : le « *tournant de la rigueur* » et la fin de la gauche.

Au total, son plan est intéressant à condition d'y ajouter deux nouveaux éléments : financer directement des salaires dans le secteur non-marchand à partir d'une réforme fiscale permettant de revenir à l'équilibre du parage de la valeur ajoutée de 1981, prendre des mesures protectionnistes pour que la relance bénéficie pleinement à l'économie française. Faute d'ajouter ces deux éléments, le plan de Jacques Cheminade connaîtra le sort de celui de François Mitterrand, c'est-à-dire l'échec.

Les besoins identifiés par Jacques Cheminade ne sont que des exemples, mais ils montrent que nous n'en sommes pas du tout à la « *fin du travail* » :

- « *Créer 100 000 postes d'aides maternelles par an, en vue de remplacer les départs à la retraite (50 000 par an) et surtout d'accueillir 300 000 enfants dans les 10 000 crèches supplémentaires dont nous avons besoin*. »

- « *Créer 100 000 postes d'assistance à la personne (aides à domicile) et d'accompagnement des personnes âgées*. »

- « *Rénover 500 000 logements insalubres et construire 150 000 logements neufs supplémentaires par an*. »

- « *Débloquer des moyens nécessaires pour rattraper les énormes retards encourus dans la maintenance de nos grandes et moyennes infrastructures (ponts, routes, barrages, canaux, écluses, ports, réseaux ferrés, équipements énergétiques, réseaux de haut débit, stades, piscines, parcs, bibliothèques, théâtres, salles de concerts, etc.).* »

- « *Lancer de nouveaux chantiers (métro, aérotrain, haut débit pour tous, pistes cyclables, etc.)* »

- « *Engager le grand carénage de notre parc électronucléaire*. » Conçu par EDF, il s'agit d'un vaste programme industriel devant rendre possible l'exploitation des centrales nucléaires au-delà de 40 ans. Le coût est estimé à 55 milliards d'ici 2025.

- « *Dans le cadre d'une transition vers des réacteurs de quatrième génération (neutrons rapides, thorium, réacteurs modulables, flottants et sous-marins, transmutation des déchets) et la fusion thermonucléaire. En finir avec une fausse écologie prétendant défendre l'emploi et la nature en favorisant des technologies faisant appel à des densités énergétiques faibles et intermittentes (éolien, photovoltaïque, etc.). L'État sera garant d'une énergie de bonne qualité et à faible coût, condition préalable à la réindustrialisation.* »

VI.- Une série de mesures intéressantes

Elles ne nous font pas changer d'avis sur l'impossibilité de mise en œuvre du programme de Jacques Cheminade, mais elles sont bonnes à prendre, intégralement ou avec des modifications. La liste qui figure ci-dessous, présentée en vrac, n'est pas exhaustive :

- « *Abroger la réforme territoriale (loi NOTRe) et augmenter les dotations en faveur des collectivités territoriales*. »

- « *Abroger, en les examinant de près et en faisant le tri, la plupart des lois antisociales et donc antiéconomiques de l'époque Chirac, Jospin, Juppé, Valls, Macron et El Khomri.* »

- « *Rétablir l'indexation des revenus (salaires, retraites, etc.) sur le coût réel de la vie.* »

- « *Tout engagement de nos forces en dehors du territoire national, en particulier, doit être l'occasion d'un vrai débat suivi d'un vote*. »

- « *Un mandat parlementaire unique, avec interdiction absolue du cumul des mandats et, en principe, avec l'exercice de toute activité professionnelle rémunérée*. »

- « *Un véritable statut de l'élu doit lui garantir la reprise de son activité professionnelle (ou une compensation significative si cela s'avère impossible) à l'issue de son mandat*. »

Conclusion

Au total nous n'appellerons pas à voter pour Jacques Cheminade car il n'est pas porteur d'une dynamique politique susceptible de gagner.

À aucun moment il ne fait un diagnostic précis et rigoureux des malheurs de la France, qui ont les mêmes causes que les malheurs des pays membres de l'Union européenne et de la plupart des autres pays à l'échelle planétaire : la mondialisation néolibérale et la domination de l'hyperclasse.

À aucun moment il ne se fixe pour but de sortir de la mondialisation néolibérale. Il ne comprend pas que l'enjeu principal est l'attaque simultanée et frontale des trois piliers du piège néolibéral, par la sortie immédiate du libre-échange, le démantèlement tout aussi immédiat de la financiarisation de l'économie et des budgets publics, et la sortie sans le moindre délai de tous les traités internationaux néolibéraux et des institutions correspondantes. Et ce dès l'arrivée au pouvoir, en ayant axé la campagne sur cet objectif : retour immédiat au franc, annulation de la dette publique, nationalisation du secteur bancaire, suppression immédiate de la liberté de circulation des capitaux, etc.

La méthode de Jacques Cheminade est forcément perdante et nous promet une gigantesque confusion politique, économique, sociale, juridique. Ce serait le retour de l'impasse de 1981-1982 avec François Mitterrand, celle de la fausse rupture alors qu'une majorité du peuple a cru l'inverse. Ce serait la trahison de cet espoir, et donc une situation pire pour redresser la barre.

Dans ce contexte, se contenter de voter pour un candidat qui reprend nôtre programme, sur tel ou tel point, même essentiel, sans se préoccuper de ce qui garantit le succès ou l'échec de la rupture nécessaire à accomplir, serait un acte d'irresponsabilité que nous ne voulons pas commettre.

C'est pourquoi faire grandir le Pardem est bien pour l'instant la seule voie pour construire une dynamique de rupture gagnante contre la mondialisation néolibérale et son piège systémique redoutable qu'elle a dressé contre toute possibilité de retour en arrière.

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire